

A partir de 1990, une autre étape de l'institutionnalisation des SIC ?

par DELCAMBRE Pierre « pierre.delcambre@univ-lille3.fr »
Geriico - Lille 3

Cet article discute des méthodes pour analyser l'institutionnalisation d'une discipline académique, ici les Sciences de l'Information et de la Communication françaises, 71ème section du Conseil National des Universités. Il propose d'en passer par des histoires des universités régionales où se sont développées des « places fortes » des SIC. L'article repose sur l'hypothèse que le début des années 1990 correspond à un « tournant » dans l'institutionnalisation, et en initie d'étude. En s'appuyant sur deux chantiers en cours (Lille-Roubaix, Grenoble), l'auteur dégage des ressorts locaux de l'institutionnalisation de la discipline SIC71 et leurs articulations avec les formes nationales de celle-ci.

Mots-clés : France 1975-1995 ; Histoire des SIC ; discipline académique ; institutionnalisation sociale et cognitive.

This paper aims to discuss methods to analyse the institutionalization of an academic discipline, here French Information and Communication Science (SIC), and its career-administration organization. The author proposes to study how local educational and research places were developed in several local universities and so contribute in the earlier nineties to a new stage in the institutionalization process.

Keywords : France 1975-1995 ; historical research on the SIC ; academic discipline ; social institutionalization ; cognitive institutionalization

A partir de 1990, une autre étape de l'institutionnalisation des SIC ?

Pierre Delcambre

Geriico, Lille 3

Pour ce Congrès j'avais proposé de pas se focaliser seulement sur l'histoire de l'origine de notre discipline Il me semblait que nous pouvions, grâce aux premiers travaux dirigés ou réalisés par Robert Boure lui-même (Tétu 2002, Boure 2002, Boure 2007a, Boure 2007b, récemment discutés dans Questions de communication 12, 2007) commencer à penser « des phases de développement ». Ces phases, j'ai pensé pertinent de les inscrire dans l'analyse du processus d'institutionnalisation[\[1\]](#).

Mais une telle démarche n'est pas anodine et il faut que je commence par expliciter la particularité de cette approche.

Le projet et des difficultés épistémiques autour de la méthode de travail.

La première particularité de cette approche est de méthode. Au nom d'une recherche historienne, Stéphane Olivesi remarque que « si l'on suit les analyses proposées par Robert Boure et la plupart des contributeurs à l'ouvrage collectif qu'il a coordonné... seul prévaut le recours aux archives et aux documents officiels comme si la mémoire vivante des acteurs était prohibée » ... « Renoncer à la mémoire vivante des institutions c'est ne pas prendre en compte le vécu des agents, autrement dit s'interdire la possibilité d'une histoire « compréhensive » qui intègre les représentations et les stratégies de ceux qui, à leurs niveaux et avec leurs moyens, en s'impliquant très diversement, ont fait la discipline » (Olivesi 2007 : 214). Les archivistes eux-mêmes ont discuté de l'intérêt de la collecte et de la communication de témoignages oraux (Direction des Archives nationales 1990). Présentant l'ouvrage, Jean Favier, alors directeur des Archives Nationales, soulignait « Bien sûr, ces archives fabriquées appellent et appelleront toujours une critique très particulière. Mais l'historien sait bien qu'aucun document ne peut être utilisé sans une critique spécifique... » (1990 :7). La méthode qui est la mienne s'appuiera sur des témoignages, une mémoire.

Seconde particularité : le traitement particulier que je fais de cette mémoire m'amène à dire que je fais pas l'histoire de la discipline, mais que je tente l'analyse de l'institutionnalisation de la discipline.

Institutionnalisation...

Le terme d'institutionnalisation me vient de Palermi et Politi (2002 :) puis de Robert Boure (2007a :11) qui cite, dans son ouvrage consacré non aux SIC mais aux Sciences Sociales en France, Richard Witley (1974, 1984) : « « Ce qui nous intéresse fondamentalement ici (... ce sont) les dimensions historiques de l'institutionnalisation des Sciences humaines et sociales, c'est- à dire, pour reprendre la distinction opérée par Whitley (1974, 1984) leur institutionnalisation cognitive (formulation des questions de recherche, des concepts et des théories, travail sur les méthodes, délimitation du champ épistémique, choix des sujets et des terrains...) et leur institutionnalisation sociale (modes d'organisation interne de la recherche et de l'enseignement, structures sociales de reproduction et de légitimation, modes d'allocation des ressources, systèmes de publication, normes sociales...) ». Je pense que nous aurons à revenir sur ces deux faces du processus, leur définition, leur disjonction possible. Mais arrêtons nous un moment sur le terme d'institutionnalisation. Pour un chercheur qui travaille sur les organisations et les communications qui se développent en leur sein, il est difficile d'ignorer les débats qui ont eu lieu sur les organisations : artefact ou institution ? L'institution n'est qu'une forme d'organisation sociale (des formes instituées), et il convient à chaque fois de préciser quand on analyse une institution de laquelle on parle. L'université, une institution ? « La » discipline, une institution ?

- ...de la discipline.

Mais... institutionnalisation de la discipline ? Je pose que si la « discipline » et ses lieux sont des lieux de normes et de régulation, c'est sur la base d'une fonction sociale : les enseignants-chercheurs de la discipline construisent et transmettent des savoirs, des conduites et des compétences. Je pense qu'il faut prendre en compte les changements importants qui ont eu lieu ces trente dernières années non seulement dans les modalités d'appartenance (Olivesi 2007 : 212-213) mais aussi dans les modalités mêmes de la transmission. C'est dans un tel contexte que le classique « désir d'institution » (anthropologiquement, que des choses aillent au-delà de soi) tente une inscription durable des choses : il y aurait donc ici comme un désir de transmettre l'acte de transmettre. Or, précisément, que vont rencontrer les « acteurs de l'institutionnalisation » de cette toute jeune discipline[2], les membres impliqués ? La fragilité (des DEA obtenus puis perdus, restructurés, puis retrouvés comme à Grenoble), la désinstitutionnalisation pilotée par la contractualisation dès la fin des années 80, les plus ou moins grandes réussites pour transmettre à des étudiants concrets le plaisir de la construction savante, la construction « moderne » de savoirs engagés, l'invention de savoirs et compétences professionnelles pour des métiers et secteurs inconnus a priori de « chercheurs », l'envie de se frotter à des secteurs de la recherche non unifiés mais eux-mêmes en dynamique de dissociation-distinction, le manque d'un corpus de savoirs –situation difficile pour les entrants qui doivent « inventer leurs cours »[3].

J'accepte pourtant de retenir le terme d'institutionnalisation ; non sans référence à des phénomènes apparentés, mais distincts. Ainsi de nombreuses études portent sur le pilotage des politiques culturelles. Celles-ci ont des cadres (la décentralisation) mais aussi des « pilotes ». Les analystes qui cherchent à caractériser non des pilotes, mais des dynamiques (les « politiques culturelles ») sont ainsi amenés à dégager des facteurs explicatifs, Moulinier 2002 : 76-84 en est un bon exemple. La construction d'une discipline fonctionne-t-elle différemment de la construction d'une politique publique ? Certes oui. Le terme institutionnalisation, s'il est heuristique, doit nous servir à éclairer de telles différences, à la fois pour analyser les logiques, mais tout aussi bien pour analyser les « pilotes » et les « membres ». En effet, une des particularités de l'institutionnalisation me semble être – structurellement- que ce sont autant les « membres » qui construisent l'institution que les instances de recrutement, de qualification, qui pourraient considérer ces membres comme des ressortissants. « La discipline » s'étudie donc aussi comme une des constructions possibles pour un censé-être membre, une des voies possible de développement pour des « équipes » ou « collectifs ». Il serait préjudiciable que l'on analyse l'institutionnalisation uniquement selon une dynamique « *top-down* ». Mais, en développant en conséquence des études « locales », prenant en compte les évolutions des Universités elles-mêmes, nous serons amenés à devoir identifier les formes d'institutionnalisation repérables au niveau national (la discipline se jouant *in fine* dans cet espace), et les formes d'institutionnalisation repérables au niveau local (une université, voire seulement un site, ou une formation).

Un dernier point : je pense que comme spécialistes de l'information et de la communication nous avons un apport significatif à livrer dans cette analyse respectueuse des méthodes historiques. En effet nous savons particulièrement repérer les formes communicationnelles (les moments et les lieux d'échanges, les supports, les formats, les genres...). Ne pouvons-nous pas, dès lors traiter de manière moins « abstraite » les composantes de l'institutionnalisation ? Ainsi, pour l'institutionnalisation caractérisée par Whitley (in Robert Boure (2007a :11) comme la formulation des questions de recherche, des concepts et des

théories, le travail sur les méthodes, la délimitation du champ épistémique, le choix des sujets et des terrains... : « La formulation des questions de recherche, des concepts et des théories », comment dire cela pour traiter des formes instituant, tant localement que nationalement ? Nationalement ou localement, ce sera les appels à communication lors de congrès de colloques ou journées de travail se mettant sous la protection tutélaire des sciences de l'information et de la communication... ; « Le travail sur les méthodes » ? Nationalement ce seront les « manuels », ou encore nous aurons à repérer les discussions et débats organisés localement ou nationalement, etc... ; « La délimitation du champ épistémique, le choix des sujets et des terrains » ? Si quand on évoque la délimitation du champ épistémique on évoque régulièrement le rôle du CNU et le « périmètre Meyriat » (suite aux travaux de Boure, Bernard Miège revient sur ce sujet (Miège 2007 :199), ici il me semble que nous touchons plus au rôle instituant des enseignants-chercheurs participants aux DEA... jusqu'au moment où les allocations régionales ou ministérielle chercheront à définir des programmes prioritaires. Je conclus en disant l'importance qu'il y a à travailler avec les méthodes que nous connaissons, à réinterpréter donc Whitley[4].

- **Le rôle des témoignages et le choix des témoins**

J'approuverais bien sans nuance les conséquences du projet d'études locales de Stéphane Olivesi : rechercher d'une part dans les dynamiques locales les raisons du développement de la discipline à l'échelle nationale (2007 :219), éviter l'histoire unifiée en acceptant les « risques de mettre au jour des conflits et des interprétations divergentes du passé » (2007 : 214). Mais en attendant le rêve d' « une histoire écrite par ceux qui ne sont pas parvenus à faire carrière dans la discipline, par ceux qui l'ont quitté, ceux qui en son sein ont refusé de se plier à ses normes... » (2007 : 223), lui et moi commençons par le commencement, par le plus facile : par rechercher le témoignage de ceux qui ont « contribué » au développement local. Ils sont souvent plus nombreux que ce que peut entendre un chercheur solitaire. C'est pourquoi je ne prétends pas « faire l'histoire de la discipline », même si je vise à contribuer à l'histoire de la dynamique locale d'institutionnalisation de la discipline. Je me propose d'abord de contribuer au recueil et à la constitution en proximité et compréhension des acteurs. Des éléments factuels de mémoire, parfois disponibles, souvent effacés, nécessitant d'aller chercher dans des archives personnelles, ou encore suscités par le questionnement de l'enquêteur : voilà le matériau. La conduite de l'entretien ressemble somme toute à la rencontre avec un expert que l'enquêteur n'écoute pas complaisamment : le récit est suscité et orienté par le chercheur. Bien sûr, cela suppose un travail ultérieur de vérifications de données.

Commencer par susciter la mémoire de ceux qui ont été en charge d'organisations pose, certes, la question de la place des récits des dirigeants dans une histoire des organisations. Mais surtout, cela nous amène à devoir éclaircir les rapports entre institutionnalisation et organisations. Les organisations universitaires –avec leur cadre national commun des nominations et mutations– s'imposent et imposent durablement des relations (...). Les organisations elles-mêmes évoluent, sont recadrées –création d'UFR spécifique parfois, recombinaisons de laboratoires, réorganisation de la structure des DEA- ; les responsables, désignés ou élus, voire « assignés » –car la fonction de responsable dans l'organisation universitaire fut une drôle de chose au siècle que nous venons de quitter, peu en rapport avec celle de « manager », développent la fonction de « direction » de manière très variable, évolutive elle aussi selon les époques et leurs nécessités ; il n'y a aucune raison que ces organisations soient moins lieux de souffrance que d'autres. De leur côté, le terme d'institution et l'analyse de l'institutionnalisation de la

discipline servent à analyser ce qui peut localement « faire famille », installer d'autres systèmes d'action que les jeux existant dans les cadres collectifs ordinaires de l'organisation universitaire. Il permet aussi de désigner un mode de différenciation-distinction, selon parfois un mode de dissociation, parfois un mode d'appartenance revendiquée avec d'autres « collègues » ayant place dans l'univers proche de l'activité universitaire.

- **La mise en récit et l'analyse**

On peut en conséquence traduire mon travail comme une enquête auprès des agents impliqués de l'institutionnalisation locale ; dire « les bâtisseurs » et l'on me dira que j'adopte une vision enjouée qui laisserait entendre que le développement disciplinaire « résulte de la force entrepreneuriale de ses membres » (Olivesi 2007 : 216). Les acteurs que je rencontre ne se définissent pas comme stratèges, savent dire ce qui est occasion, ou opportunisme institutionnel, ils disent la faiblesse des positions plus que la force.

Mais ce sont bien d'abord ceux qui ont « œuvré » que j'interroge à la fois pour les entendre construire du récit, avec des dates, des événements, des moments... et pour leur demander de réfléchir avec moi aux interprétations que je fais des éléments qu'ils me livrent. C'est par cette méthode que le travail qui suit a été entamé, à Lille et Grenoble, m'amenant à réviser certaines hypothèses quant à ce que peut être « l'institutionnalisation de la discipline » à un niveau local.

Les hypothèses et l'enquête

- **De la critique de la centration sur les origines à la question du « phasage »**

Les travaux menés antérieurement visent à identifier les acteurs du champ, en s'intéressant à ceux qui ont délibérément cherché à s'inscrire dans la discipline en train de naître. Dans ses articles récents, Robert Boure (Boure 2006, 2007b) travaille sur les « personnels » en travaillant successivement les fondateurs, puis les 19 premiers enseignants en SIC à l'Université puis les inscrits sur la Lafma entre 76 et 79. Ce faisant il clôt implicitement la phase des origines en 1980. Néanmoins pour cette même phase, il signale la coprésence d'au moins deux « générations » d'acteurs, reprenant ainsi l'analyse de J.F.Tétu , selon qui, lors du Congrès de Compiègne de 78, « existe une séparation de fait entre le premier groupe de 74... et le second groupe de 78 qui marque le véritable début de la SFSIC et regroupe la majeure partie de ceux qui vont développer la discipline » (Tétu 2002 :84). On voit dès lors que le phasage ne peut se traiter simplement comme un simple « remplacement générationnel » puisque toujours sont en co-présence plusieurs générations. Dès lors, comment faire les césures ?

Dans son exploration des données, R.Boure propose d'aller voir l'histoire des « fortes » réorientations proposées par les dirigeants lors de certains grands rendez-vous publics (analyse du Congrès d'Aix). Les choix de phasages combineront ainsi l'observation à la fois

des périodisations de créations de postes ou de déplacements d'une discipline à une autre (analyse des « troupes ») et l'observation des discours d'orientation (analyse du discours politique des dirigeants). Cette intuition qu'il existerait un tournant au début des années 1990 se trouve partagée par B.Miège (Miège 2007 : 196) qui insiste sur un autre élément : la discussion sur les formations de types « études culturelles »[\[5\]](#).

Pour ma part je trouvais heuristique cette proposition d'un tournant au début des années 1990. En la travaillant, je pouvais avancer sur ma question : quand arrêter la phase « originaire », de l'institutionnalisation de la discipline 71SIC ? Avec quels critères ?

- **Des choix dans les terrains : analyser les « places fortes »**

Les premiers travaux sur le développement de la discipline, -les acteurs du développement des années 75-85 le disent aussi- insistent sur la place des IUT dans le développement du nombre de postes référencés SIC71. Une analyse de l'évolution des postes ne dit que peu de chose sur « l'institutionnalisation vécue », ce que j'appellerai plus loin la mobilisation subjective dans l'aventure disciplinaire. La diffraction de ces lieux de formation rend l'enquête difficile ; et, de plus, reste à voir comment les enseignants construisant leur travail et leur carrière en SIC ont « bénéficié » de leur poste en IUT pour se développer, ceux qui les ont fui dès que possible, ceux qui en ont fait un tremplin. J'ai donc exclu ce terrain. J'ai exclu aussi les universités parisiennes. En effet, j'avais été frappé par un aspect du développement, et de l'institutionnalisation des SIC : si Paris est toujours un Haut Lieu, si les Universités parisiennes ont un effet attracteur pour nombre de carrières, les SIC ont une dimension d'affirmation régionale. Certes, le récit des fondations consacre Bordeaux, mais encore les colloques de la SFSIC « tournent » dans des métropoles universitaires selon un parcours qui ne me semble pas aléatoire, des revues poursuivent leur existence dans des universités en région, après la carte des IUT, celle des « IUP » -associant la dimension formation à la dimension recherche- permettait d'identifier des centres régionaux...

La dimension locale de l'étude historique semble nous inciter à regarder plus particulièrement les histoires des universités en région. Le terme de « place forte » ne sera peut-être pas à conserver : il fait la part belle au récit des temps de la féodalité (ce qui lui donne pour le lecteur universitaire le plaisir de l'ambivalence : les féodalités sont aussi dénonçables)... et surtout, dans la perspective d'une histoire « compréhensive », il ne rend pas justice au vécu des acteurs (certes on finira par dire qu'elles sont fortes, mais elles ont toujours été fragiles, parfois laissées en paix... mais ruinables à tout moment sous l'effet de forces internes et externes).

Le terme de « place forte », dans ma perspective, ajoutait à une analyse des « forces vives » que seraient les enseignants -chercheurs une analyse des conditions matérielles de l'enseignement. Je pensais que pour travailler le phasage de l'institutionnalisation, il fallait prendre en compte les dispositifs de formation et donc aussi leurs « bâtis », leur matériel, leurs AITOS : cela motivait le terme de « place » au sens économique, militaire, en tout cas « stratégique »[\[6\]](#). (...)

Pour conclure sur le terrain : la réflexion sur le processus d'institutionnalisation que je mène m'amène à travailler sur Bordeaux, Grenoble, Lille, Nancy-Metz[\[7\]](#). La liste présentée plus haut

correspond à un « panel » et non à une liste définitoire de la catégorie « places fortes ». Mon propos est plutôt de faire jouer des variations.

Je ne vous présente pas ces histoires. D'une part, le travail que je fais avec chacune leur sera d'abord restitué, les données factuelles vérifiées ; d'autre part le travail actuel est trop partiel pour être une contribution à une histoire locale des SIC. En revanche ce travail commencé avec Lille et Grenoble amène, pour qui souhaite analyser l'institutionnalisation d'une discipline, son lot de surprises qui valent d'être indiquées et suggèrent des pistes.

Quelques réflexions sur l'institutionnalisation locale d'une discipline et son articulation aux dynamiques nationales (Lille Grenoble)

Une question de départ, autour de la question du phasage, était : peut-on parler de tournant au début des années 1990 ? Les éléments d'analyse qui ont suscité cette hypothèse sont d'ordre national. Je les ai rappelés plus haut. La question est donc pour des études locales de repérer s'il existe des éléments dans le développement local, voire dans l'institutionnalisation « locale » des SIC71 qui concourent à ce tournant, ou qui expliqueraient un « changement de phase » pour la discipline-institution.

Mon parti pris a été d'interroger les acteurs sur la décennie 1985-1995 ; mais il faut penser le temps en fonction des lieux : difficile de penser Grenoble sans remonter avant (au moins 1974) ; et pour Lille une proto-histoire allant de 76 à 84, la première formation identifiée « culture et communication » étant ouverte en 1984 dans un département « ICRP » créé dans l'UFR de Lettres Modernes.

- **Les années 90 sont-elles un tournant ?**

Pour Lille-Roubaix-Infocom on pourrait dire que ce tournant est une inscription accélérée et collective dans les SIC. Un premier professeur, Jean Mouchon (1989), un DEA autonome au moment même où la formation démarrée par un Deug (1984), ouvrant une licence (86-87), puis une maîtrise (88-89) cherche à se stabiliser sous forme d'IUP et dans des locaux spécifiques à Roubaix (91-92). Les années 90 consacrent aussi une inscription délibérée dans les SIC71 : le 8^{ème} Congrès de la SFSIC à Roubaix (1992), la participation de nombreux enseignants-chercheurs aux « groupes » de recherche nationaux comme le Gram (Groupe de recherche sur l'analyse des médias, création novembre 1991), le SIF (Séminaire Industrialisation de la Formation, 1991 lui aussi)... avec une prise de responsabilité dans cette structuration.

Pour Grenoble ce n'est pas le bâti (arrivée à l'ICM en 1996) qui semble faire tournant. Une première époque pourrait être 74-78 où une petite équipe s'applique à mettre en place et

faire vivre une MST communication audio-visuelle et animation culturelle –second parcours vite abandonné- (1974-1978), travaillant plutôt dans l’entre soi que dans l’inscription disciplinaire, mais mettant aussi en place très tôt -1977- un centre de recherche travaillant avec des contrats ; la seconde, 1979-1982, est une période de grande fragilité vécue. N’entrant pas dans les détails, qui exigeraient du tact et de la finesse que cette communication ne permet pas, je relèverai seulement que B.Miège soutient une seconde thèse d’Etat (sur travaux) en 79 sous la direction d’Escarpit -une inscription institutionnelle- et que, candidatant aux postes de professeur disponibles, il obtient un poste de professeur à Rennes où il sera en poste trois ans. Pour des petites équipes (formation et recherche, surtout pour la formation : au départ Jean Caune, Yves de la Haye, François Poulle, Bernard Miège et Henri Paul Doray) le départ d’une des pièces du jeu fragilise... or il y aura d’autres « départs », de toutes natures, c’est cela qui donne sa tonalité à la période : « ça s’effiloche ». Une nouvelle période s’ouvrirait à partir de 1983 : une équipe se reconstitue, le Gresec se développe avec un très gros programme France Télécom Télématique et câble. Peut-on parler de tournant dans les années 90 ? Je n’en suis pas sûr : les positions ou inscriptions institutionnelles de certains se stabilisent et se renforcent, un second poste de professeur est créé en 89 (élection de J.F.Tétu), *La Société conquise par la communication* sort en 1989 aux PUG, Grenoble obtient – sans Lyon cette fois- un DEA associant Grenoble 2 (Rouault et le Cristal) et Grenoble 3. Renforcement plus que tournant, donc ? J’y reviendrai.

- **« Les places fortes ».**

J’étais parti, au début de cette recherche, avec l’idée qu’une "place forte", c’était "bâtiment+masse critique de personnel enseignant et technicien+cursus débouchant sur le DEA+"labo" : une institution de transmission disciplinaire. Je pensais que cette étude pouvait notamment rendre compte de l’évolution des jeux disciplinaires entre la 71ème et la 18ème section (...). L’intérêt de cette idée reste à évaluer. Une analyse des investissements techniques n’est pas non plus anodine.

Pourtant je suis amené à ne plus considérer le bâti comme une pièce de base de ma définition. Les Sic à Bordeaux 3 n’ont jamais eu de bâtiment spécifique. Certes, les locaux semblent avoir été, pour l’équipe lilloise, un enjeu : les négociations avec la ville de Roubaix se sont faites avant le plan Université 2000 ; l’intervention de l’Etat et de son rectorat ont obligé la renégociation, retardant vraisemblablement d’un an l’installation. Mais la construction et le déménagement à Echirolles (l’ICM) pour Grenoble 3 arrivent alors que Grenoble est déjà une place forte à mon sens (en outre, Grenoble est en fait dans une « vague » Université 2000 plus tardive que Lille, 1992-1993). Une histoire locale permettra de voir comment se sont jouées les délocalisations des Universités des métropoles régionales, l’implantation d’unités de formation dans des villes moyennes sous la poussée et d’élus locaux et du plan Université 2000, quelles furent les initiatives et négociations des responsables des formations SIC, les soutiens ou résistances des collègues, des étudiants.

- **Localement, l’institutionnalisation ?**

Les rapports entre « institutionnalisation » de la formation et « institutionnalisation de la discipline au niveau local » peuvent être saisis de diverses manières. Maintenir la formation à

travers les aléas des politiques ministérielles peut amener dans certains cas à attirer à soi des collègues (de la discipline parfois mais pas seulement de la discipline : à Grenoble, Roger Bautier en poste à l'UFR de Lettres venant faire des cours sur la communication d'entreprise, mais aussi avec une collègue psycho-sociologue). Les UFR « hôtes » étaient parfois monodisciplinaires, mais pas toujours (ainsi Lettres se caractérise par la 12^{ème}, la 10^{ème} Littérature comparée, la 7^{ème} Linguistique, la 18^{ème} Esthétique). Certes l'attractivité de la formation peut être un moteur des déplacements disciplinaires pour certains collègues. Mais les formations en communication ne sont pas *ipso facto* des facteurs locaux de développement de l'institutionnalisation SIC71. S'il y a une demande sociale, où se discutent les programmes, comment s'élabore la construction disciplinaire ? A Lille, commence à se constituer, à partir de 1984, un entre soi, pour la formation qui se transformera en IUP, pour le département dans l'UFR Lettres modernes qui deviendra une UFR Infocom après son emménagement à Roubaix (sept 1991). Un collectif installera un programme de formation dans une conception de professionnalisation. Ces écrits, ces positionnements collectifs sont des éléments d'institutionnalisation ; d'institutionnalisation de la discipline pour cette période 1985-1995 ? Cela se discute : (...). Enfin dans les années 1980-1985, le sens de « l'appartenance à la 71^{ème} section » dans les mécanismes d'institutionnalisation liés à la mise en place des formations me semble souvent restreint localement : nomination, certes, et parfois, quand la masse critique et qu'un nombre de professeurs suffisant de rang A le permettent, la participation à une commission locale de spécialistes (ou à une commission mixte quand les effectifs ne sont pas suffisants)

- **L'importance de la recherche collective dans l'institutionnalisation locale de la discipline**

Il me semble en revanche qu'un des éléments de l'institutionnalisation est le travail autour de la recherche collective et son inscription en référence aux SIC71. C'est une des caractéristiques des « places fortes ». La production et l'analyse de l'histoire locale de l'ICOM de Lyon 2 par Stéphane Olivesi, est instructive par différence (...) et me semble faire comprendre qu'il estime que le local et le national sont marqué par une « disjonction forte » (Olivesi 2007 : 218) alors que je pense pouvoir montrer au contraire des « articulations ».

A Grenoble l'installation d'un centre de recherche fonctionnant comme un laboratoire (le Gresec) -créé en 1977, doté d'un programme accepté par le CNRS en 1978, et, dès la mise en place de la direction de la recherche, reconnu comme Equipe d'accueil (1986)- suit de peu la mise en place de la MST (1974).

Dans la même optique d'analyse, le cas de Lille est intéressant pour ce que j'appellerais la « mobilisation subjective collective ». Dans la « protohistoire », avant qu'un département ne soit installé, et un Deug ouvert, des enseignants s'étaient regroupés : ils assuraient tous des cours de « techniques d'expression », plus tard de « communication » dans le cursus même des Lettres modernes, mais aussi dans le Département de Formation continue, étaient en poste ou vacataires. Inscrits ou non individuellement dans des thèses^[8], ils se regroupèrent dans un « Centre de recherche en Techniques d'Expression » qu'ils firent accepter au conseil scientifique de leur UER de Lettres dès 1982 (les UER pouvaient avoir à cette époque un conseil scientifique répartissant des ressources entre « centres de recherche » de l'UER). Le centre de recherche, dont la composition était plus large que la seule encore petite équipe de formation du département de communication (4 créations de poste de Maître assistant en 1984 venant

rejoindre les assistants de l'UER déjà impliqués), visait à partager l'expérience et les recherches et a développé en conséquence un « bulletin » qui, par une numérotation continue, devint le Bulletin du Certeic (n°7, février 1986), puis Etudes de Communication (n°13, 1^{er} trim. 1992). Les « techniques d'expression » n'étaient donc pas pour ce collectif un « support de poste » : c'était un domaine de recherche, qui était lié à un engagement fort dans la formation continue, celle des enseignants aussi, un rapport de proximité avec les didacticiens qui collaboreront souvent à la publication les premières années. L'engagement dans la recherche était du coup un engagement aux accents militants, l'éditorial du premier numéro, décembre 1982, est frappant à cet égard.

Dès lors il s'agit de repérer à quelles occasions et sous quelles déterminations un ensemble significatif de collègues se sont tournés vers les SIC encore naissantes. Deux facteurs me paraissent avoir joué, à deux moments différents. Le premier, alors même qu'une commission de spécialiste pouvait se mettre en place (dès 1985, date à confirmer), grâce au nombre conséquent de collègues de rang B et grâce au soutien, pour le collège A, de professeurs d'autres disciplines de l'UFR de Lettres, est la recherche d'espaces d'expression et de rencontre propices au développement de recherches. Il semble que, de 1982 à la formation de Gérico (novembre 1988), le travail ait été mené dans un « entre-soi » lui-même sujet à variations, mais sans inscription collective dans les SIC71 nationales. L'entre-soi a été confronté, pour certains, à la situation nationale vraisemblablement lors du congrès de Strasbourg. Mais encore, Jean Meyriat, alors Président du CNU (1984-1988), répondant à une invitation, a évalué la situation lilloise et, lors d'une discussion sur la revue, a signalé à l'équipe de recherche le peu de pertinence scientifique, selon lui, pour les SIC71, à s'identifier comme revue travaillant sur les Techniques d'Expression^[9]. De fait, la revue changera de nom, et l'analyse des thématiques et des auteurs montre que, si les questions de didactique ne sont pas abandonnées, tout au moins les recherches sur la presse, sur les écrits professionnels, qui étaient produits sous couvert de « techniques d'expression » dans les numéros du CERTE et du CERTEIC, seront « requalifiés ». On peut penser qu'à cette époque, la diversité des premiers enseignants-chercheurs lillois les a amenés non à installer un développement proche d'un laboratoire avec contrats de recherche, mais à développer leurs échanges et leur production par appui sur des groupes de recherche nationaux. Sortir de l'entre-soi se fera ainsi nationalement, mais tout aussi bien dans le cadre SIC71 dès lors qu'une organisation disciplinaire du domaine de recherche s'inventait (le GRAM pour les études des médias, crée à l'automne 1991, et à la même date le SIF, séminaire sur l'industrialisation de la formation), qu'hors du cadre disciplinaire (GDR Langage et travail par exemple) dès lors que la discipline n'offrait pas une structuration évidente et que d'autres organisations sociales et cognitives offraient des lieux d'échange et d'inscription.

- **Le rôle des HDR**

La « surprise » de ces premières recherches tient au rôle de l'HDR dans l'institutionnalisation locale et nationale de la discipline : je terminerai par ce point. Pour comprendre l'évolution en cours dans les années 85-95, il faut rappeler que « jusqu'à là », en règle générale pour les sciences humaines et sociales de l'époque, pouvaient postuler sur un poste de Professeur les titulaires d'une thèse d'Etat (situation qui perdure, il y a eu encore des nominations suite à élection sur ce mode au début des années 2000). La mise en place de l'HDR (d'abord des thèses d'Etat sur travaux, puis des HDR) ne s'est faite que suite à l'arrêté du 23/11/88, alors

que l'habilitation avait été créée en 1984. Lille et Grenoble laissent voir deux effets différents de cette mise en place.

L'histoire de Lille montre que la toute première HDR (ayant été suivie par la création d'un premier poste de professeur SIC71) a été faite très tôt après la publication de l'arrêté. Avec un jury local et national, composé essentiellement de professeurs d'autres sections que la 71^{ème}. De fait, et c'est compréhensible dans ces années, les chercheurs de référence pour ce collègue se trouvaient dans d'autres disciplines, et l'on dira que son « inscription » était plus alors dans des mondes de recherche que dans un univers disciplinaire. Mais la procédure de qualification et les discussions dans le cadre de rencontres de la SFSIC amèneront J. Mouchon à penser autrement, pour la suite, la composition d'un jury d'habilitation. Le jury de la seconde habilitation locale (celle d'Elisabeth Fichez, en 1991) comportera, outre les chercheurs de référence pour les travaux de la candidate, deux membres de la 71^{ème}, Bernard Miège et Yves Lavoine.

Grenoble offre à qui s'intéresse aux habilitations un autre paysage : là, celui d'une pépinière : aux thèses d'Etat succèdent les HDR ; aux Thèses d'Etat ou HDR dirigées par un Professeur hospitalier (J. Sgar), celles dirigées par un Professeur 71^{ème} : de 89 à 94 -à quoi il faudrait ajouter les Thèses d'Etat de Paul Béaud (1986), Jean Michel Salaün (1987) et Pierre Moeglin (1988)- Daniel Bognoux -dir J. Sgar- 1989 ; Michèle Gabay 1990 ; Pierre Lévy -dir D. Bognoux- 1991 ; quatre en 1992 : Marie France Kouloumjan, François Poulle, Josiane Jouët, Patrick Chaskiel ; Roger Bautier en 1993, Patrice Flichy et Isabelle Paillard en 1994 [\[10\]](#).

Ces deux situations, Lilloise et Grenobloise me conduisent à considérer que l'HDR est un élément du « tournant des années 1990 ».

En termes de structuration de la « communauté 71^{ème} », d'institutionnalisation locale de la discipline, les candidats se cherchent un « directeur » qui est plus un conseil institutionnel à la carrière qu'un « patron » ou directeur de recherches comme pour la thèse. Le jury est pensé plus collectivement que comme dans la thèse : c'est devant un jury que se fait l'effort de construction d'une représentation d'un parcours, que se dit la volonté de diriger des jeunes chercheurs dans le cadre de la discipline. Cette mobilisation subjective individuelle suscitée concourt à une institutionnalisation locale de la discipline dans le poste de professeur. Mais on peut articuler cette institutionnalisation locale de la discipline avec l'institutionnalisation nationale : des jurys vont fonctionner dans ces années 88-93, qui vont dessiner un groupe de référence différent du « CNU ». Le pouvoir de gate-keeper ou de garants d'une justice de traitement des membres élus et nommés du CNU reste en place, pour la « qualification », mais apparaît par le jeu des jurys HDR un ensemble disciplinaire plus large, produisant de l'interconnaissance entre ces professeurs SIC71. Ce phénomène se renforcera par l'animation d'atelier ou de synthèses lors des Congrès et lors des Ecoles doctorales de la SFSIC ; il contribuera aussi à la tournante des lieux de Congrès SFSIC : ainsi on peut observer le renforcement local progressif d'un « cercle » plus large que celui produit par les élections et nominations. Ainsi l'HDR comme dispositif national et général a amené, pour la SIC71, et tout particulièrement de 1990 à 1995, un renforcement du mouvement d'inscription et en conséquence a contribué à articuler l'institutionnalisation locale et nationale, dans le moment où les Centres de recherche devenaient un élément stratégique de développement disciplinaire. Ce mouvement va être relayé, en ce qui concerne les Maîtres de conférences,

par une autre organisation contribuant à l'institutionnalisation, la création, dès la fin 1991, de groupes « accueillis » et parfois encouragés par la SFSIC dont certains fonctionnent encore.

Mais là nous retrouvons l'histoire de la SFSIC et du tournant des années 1990 au niveau national. Et commence l'interrogation sur les formes d'institutionnalisation des années 2000, de la transformation profonde des conditions des recherches collectives, et des effets du LMS sur la discipline SIC⁷¹.

Bibliographie

Bougnoux, D., dir, 1993, *Sciences de l'information et de la communication, Textes essentiels*, Paris, Larousse, 809 pages.

Boure R., éd, 2002, *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés.*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 180 pages.

Boure, R., 2006, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Entre gratuité et réflexivité », *Questions de communication*, 10, 277-295

Boure R., 2007a, *Les sciences humaines et sociales en France*, Cortil-Wodon, E.M.E, 345 pages.

Boure, R., 2007b, « Comprendre le passé et les questions vives contemporaines. Le cas des origines littéraires des SIC », *Questions de communication*, 11, 257-287

Chevallier, J., dir, 1981, *L'institution*, Paris, PUF, 410 pages.

Comité National d'Evaluation (CNE) des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, mars 1993, *Les Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Ed CNE, 125 pages.

De Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien, 1. arts de faire*, Paris, Folio, 350 pages.

Delcambre, P., 2007, « Institutionnalisation sociale et cognitive des SIC en France : des méthodes pour des concepts », *Questions de communication*, 12, 163-189.

Delcambre, P., 2008 (à paraître), Un état de la recherche sur les « communications organisationnelles » en France (2000-2007) : l'âge de la transmission ? », *Sciences de la société*, n°74.

Direction des Archives Nationales, 1990, *Le témoignage oral aux Archives. De la collecte à la communication*, Paris, Archives Nationales, 100 pages.

Mattelart, A. et M., 1995, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La découverte, col. « Repères », 125 pages.

Miège, B., 2007, « Sur le positionnement de la recherche en histoire des SIC », *Questions de communication*, 12, 191-202

Moulinier, P., 2002, *Politique culturelle et décentralisation*, Paris, L'Harmattan, 336 pages.

Mucchielli, A., 1995, *Les Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Hachette supérieur, 159 pages.

Olivesi St., 2007, « A propos de l'institutionnalisation des SIC. Pour une histoire localisée », *Questions de communication*, 12, 203-225

Olivesi St., 2007, *A propos de l'institutionnalisation des SIC. Contribution pour une histoire localisée*, chez l'auteur (contient une histoire de l'ICOM, Lyon 2), 30 pages.

Palermi R. et Polity Y., 2002, « Dynamiques de l'institutionnalisation sociale et cognitive des sciences de l'information », pp.95-123, in : Boure R., éd, *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 180 pages.

Sfez, L., dir, *La communication*, Paris, PUF, 255 pages.

Tétu J.-Fr., 2002, « Sur les origines littéraires des SIC », pp.71-94, in : Boure R., éd, *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 180 pages.

[1] Ce document fait partie d'une étude plus conséquente comportant quatre études locales dont deux sont en cours. Le cadre de cette communication a conduit à procéder à des coupes, notamment dans la discussion sur la méthode. Le texte complet est disponible chez l'auteur pierre.delcamre@univ-lille3.fr

[2] Dans la suite du texte je serai amené à la désigner par la formule SIC71 : 71 cherchant à éviter qu'on ne lise « sciences », « champ scientifique » mais bien « discipline académique ».

[3] Le développement des formations, l'intérêt des éditeurs, le travail d'auteurs ne produira une première « salve » de manuels que dans la décennie 1990, après le « beau livre » de L.Sfez (1991), après les « Textes essentiels » de D.Bougnoux (1993). Les premiers étant, à ma connaissance, simultanément celui d'A.Mucchielli et celui, d'une nature différente, d'A. et M.Mattelart

[4] J'ai tenté une récapitulation des pistes de recherches sur l'institutionnalisation cognitive sous forme de tableau dans Delcambre 2007 : 187

[5] L'éditorial, signé B.Miège, Président et Y.Lavoinne, Vice-Président, de La Lettre d'Informcom n°40 de l'été 1992 est consacré à expliciter la position de la SFSIC après l'annonce du Ministère au début de 1991 de supprimer le Deug « Culture et Communication ».

[6] Dans la conception clausewitzienne de la stratégie de M. de Certeau, le « fort » se distingue du faible parce qu'il agit à partir d'un « lieu », il a un « propre » (Certeau, 1990 : 60). Quel est ce propre ? Comment ce « propre » a été ré-inscrit dans la « discipline » c'est en quelque sorte mon propos.

[7] La commodité propre au récit des « places fortes » amène à dire « Grenoble » ou « Lille » : ce personnage narratif joue un « visible » et accepte une connivence qu'il faut rompre : bien sûr « Lille », en dehors de cette narration parcellaire qui explicite la situation de l'équipe qui a « fait » l'IUP Infocom, à Roubaix, dans l'UFR Infocom de Lille 3, c'est aussi, pour ne parler que d'autres lieux où se trouvaient des postes SIC71ème dans les mêmes années Lille 1, mais aussi l'IUTB de Lille 3, l'UFR Idist à Lille 3, l'UFR LEA Lille3-Roubaix, et d'autres. On fera la même analyse pour « Grenoble » et les autres.

[8] Pour comprendre cette époque il faut rappeler que l'on pouvait être « assistant » si l'on était agrégé et inscrit en thèse. Ce n'est qu'avec la LAFMA (Liste d'aptitude aux fonctions de Maître assistant) 1975, qu'un début de normalisation du recrutement se met en place et qu'on peut donc être nommé « directement » Maître assistant. L'apparition des thèses de 3^{ème} cycle a permis à certains thésards qui en firent le choix, de faire une thèse « courte » et de postuler sur des postes de Maître Assistant.

[9] Cet « abandon » a-t-il été vécu comme un « renoncement » ? On notera que 20 ans plus tard certains de ces acteurs visent encore à faire un numéro d'Etudes de Communication sur les « techniques d'expression », restent critiques sur le « coaching » et les vendeurs de « développement personnel », appellent à reprendre le travail théorique sur les théories de l'expression (Delcambre 2008), et que d'en l'ensemble les relations avec les collègues de didactique n'ont jamais été laissées en friche, mais travaillées (Fichez, Varga). On pourrait parler « cognitivement » de déplacement et requalification.

[10] . Faute de précision, le directeur de travaux est B.Miège.